



AllAfrica Women's Agenda

Rapport

“L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable”

“Elles inspirent”

7 Mars 2022



**JOURNÉE DE RÉFLEXION
ET
DE PARTAGE**

Malgré les vicissitudes de la pandémie de COVID-19, le Groupe AllAfrica Global Media n'a pas failli à ses engagements de promouvoir les droits de la Femme africaine.

Dans la même dynamique que l'année dernière où la distanciation sociale est toujours de rigueur, la plateforme d'information générale sur le continent a tenu le 07 Mars 2022, son forum AllAfrica Women Agenda (AWA) en format webinaire sur le thème : « Egalité aujourd'hui pour un avenir durable ».

Devant l'importance d'une telle problématique, les panélistes invités à réfléchir sur la question n'ont pas été choisis au hasard. Ainsi, c'est sur la base de leur engagement, mais surtout de la vision qu'ils ont sur des valeurs comme la résilience, la passion et la générosité dans les idées qu'ils ont été commis.

Il s'agissait de :

- Mme Karima Bounemra Ben SOLTANE, Directrice de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) ;
- Mme Awa Faly BA, Directrice Pays - Représentante Résidente Plan International Togo ;
- Pr Amine LAGHIDI, Président du Conseil International des Mines et de l'Énergie pour l'Afrique, Expert international en Diplomatie Économique et Développement ;
- Mme Elisabeth HUYBENS, Directrice de la stratégie et des opérations, Afrique de l'Ouest et Centrale - Banque mondiale.

Les Objectifs du panel de cette année étaient au nombre de cinq :

- Faire un focus sur les enjeux des changements climatiques pour les femmes en milieu rural ;
- Mesurer l'impact de l'égalité des sexes face aux défis du changement climatique pour un avenir durable ;
- Démontrer comment l'égalité des sexes peut aider à renforcer la résilience des pays africains en facilitant l'accès des terres aux femmes ;
- Rappeler l'importance que la participation des femmes est plus que nécessaire au développement de l'Afrique ;
- L'importance de la scolarisation des filles pour assurer un avenir durable.

Format Virtuel

1 jour

Panel sur

« L’Egalité aujourd’hui pour un avenir durable »

Session

« Elles Inspirent »

 Facebook

 Youtube

 LinkedIn

#JIF2022
#IWD2022



PARTICIPATION

- **12 intervenants**
- **7 nationalités (Sénégal, Côte d’Ivoire, Rwanda, Maroc, Madagascar, Tunisie, Hollande, Belgique et France)**

IMPORTANTANCE

Ce panel virtuel a été suivi à travers l’Afrique et le monde via les plateformes youtube, facebook, instagram, allafrica.com (#JIF2022 #IWD2022).

Les échanges se sont tenus en langue française avec une traduction simultanée en anglais.



SOMMAIRE

INTRODUCTION ET ORIENTATIONS

I. PLAIDOYER POUR L'ACCES DES FEMMES AUX INSTANCES DE DECISION

A. Projet SWEDD et la résilience climatique

B. Plan International qui les incite à la prise de décision

II. LE MODELE MAROCAIN

III. DES INITIATIVES DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

IV. « ELLES' INSPIRENT »

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

INTRODUCTION ET ORIENTATIONS

Le Groupe AllAfrica Global Media s'est adapté à l'ère du temps en s'appuyant sur l'outil technologique pour raviver la flamme de la promotion des droits de la femme dans un contexte COVID 19.

En panel virtuel, le Forum AllAfrica Global Media 2022 s'est inscrit dans la dynamique indiquée par la Communauté internationale à travers le système des Nations Unies. Il a à sa manière posé le débat autour du thème : « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable », le Lundi 07 Mars 2022.

Un thème qui est le prolongement du débat sur l'autonomisation économique des femmes et l'éducation des jeunes filles. Mais, il ouvre également des perspectives sur l'enjeu des changements climatiques et leur impact sur les femmes surtout celles du monde rural, qui sont très présentes dans l'agriculture familiale.

Un phénomène qui pousse également de nombreuses jeunes filles à abandonner l'école pour aider leurs mères dans les corvées et la recherche permanente d'eau.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le panel virtuel du Groupe AllAfrica Global Media qui était entre autre un moment de célébration, mais aussi de rappel des défis qui se dressent pour l'atteinte de l'égalité et l'équité du genre.

Mme Hawa BA, *Chargée du Bureau Sénégal (OSIWA)*, par ailleurs modératrice de ce panel de haut niveau, a estimé qu'au-delà de la revue, et des défis, des chemins restent encore à être parcourus.

Pour elle, il s'est agi de mettre en exergue des femmes leaders qui, de par leur travail, leur engagement, sont des exemples pour toute la *junte* féminine mais surtout pour les filles.

Ainsi, les panélistes avaient le devoir de montrer aux plus jeunes qu'il n'y a pas de limite sur le chemin de l'émancipation. Ils ont magnifié la résilience dont les femmes africaines ont fait preuve face à la pandémie de COVID-19, mais également leur lutte continue pour parvenir à leur pleine participation et à leur autonomisation.



A travers leur engagement personnel et leur résilience, les panélistes ont essayé de démontrer qu'être femme, femme leader, femme professionnelle, que ce soit dans le commerce, l'agriculture, la diplomatie, les organisations et même le milieu domestique ou là le travail n'est pas rémunéré, c'est la résilience, la passion et la générosité offertes à la société et à l'humanité en général.

C'est ainsi qu'au terme d'un partage d'expérience qui a duré une heure trente minutes, les experts ont adressé des messages très forts à l'endroit des dirigeants, du secteur privé, de la société civile, mais aussi à l'endroit de toutes les filles et les femmes quel que soit leur domaine d'activité.

I. PLAIDOYER POUR L'ACCÈS DES FEMMES AUX INSTANCES DE DECISION

Réaliser l'égalité des genres est devenu un impératif face aux objectifs de développement durable en Afrique, surtout dans un contexte marqué par les stigmates des changements climatiques.

La pertinence de la thématique choisie par AllAfrica Global Media a été soulignée par les panélistes en ce sens qu'elle fait le lien entre deux priorités fondamentales qui constituent l'avenir de l'humanité.

A. Projet SWEDD et la résilience climatique

Mme Elisabeth Huybens, Directrice de la stratégie et des opérations en Afrique de l'Ouest et Centrale de la Banque mondiale greffe la résilience climatique au programme Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD).

Les services de UNFPA Afrique de l'Ouest et du Centre renseignent que c'est un projet régional et multisectoriel lancé à l'initiative de neuf Chefs d'Etat (du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie et du Niger) visant à réduire la vulnérabilité des femmes et des filles et à assurer leur autonomisation.

En vigueur depuis novembre 2015, ce programme se concentre sur la réduction des vulnérabilités des filles et des femmes et cible principalement les adolescentes, âgées de 10 à 19 ans.

Selon eux, le projet SWEDD dans son approche apporte des solutions multidimensionnelles visant à renforcer l'autonomie des femmes et des filles et à exploiter le dividende démographique, qui a un impact certain sur l'atténuation de la pression sur les ressources naturelles.

Ces interventions s'articulent autour des approches fondées sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes. Il cible plus de 15,3 millions d'adolescentes et de jeunes femmes exposées au risque de grossesse précoce, de mariage précoce et d'abandon scolaire dans des zones à faible couverture sanitaire et scolaire.

A travers ce projet, la Banque mondiale appuie presque tous les gouvernements en Afrique Centrale et de l'Ouest. Il a commencé par une collaboration avec l'UNFPA et l'appui aux activités de beaucoup d'ONG.

A en croire Mme Huybens, c'est un programme qui essaye d'appuyer les adolescentes à trouver leur rôle social et économique. Il se déroule à travers plusieurs volets dont notamment le maintien des adolescentes à l'école secondaire. « Au Sahel, beaucoup de filles vont à l'école mais très peu d'entre elles font le passage au niveau secondaire », fustige-t-elle.

Le programme SWEDD appuie des centaines de milliers d'adolescentes à trouver leur rôle dans la société en restant à l'école secondaire, à travers de petits dons adressés à leurs familles pour qu'elles puissent faire leur cycle secondaire. A son avis, « les grossesses d'adolescentes vont probablement être retardés grâce à ce programme ».



Sur ce volet, l'UNFPA fait remarquer que les conditions climatiques sont souvent un frein pour l'éducation des filles qui sont souvent contraintes d'abandonner l'école pour subvenir aux besoins de la famille.

A ce titre, renseigne cette organisation onusienne, le projet SWEDD a mis en place un programme d'espaces sûrs qui offrent un paquet intégré de services (éducation, alphabétisation, développement des compétences, services de santé y compris la planification familiale, la formation professionnelle et l'accompagnement des initiatives économiques).

Au-delà, poursuit la même source, 155 541 filles ont bénéficié d'interventions pour leur scolarisation permettant d'éviter 12 443 abandons scolaires des filles. Malgré la COVID-19, le taux de rétention scolaire des filles est passé de 91,84% en 2020 à 95% en 2021.

En dehors de l'école, la Banque mondiale appuie les jeunes filles dans les « Espaces sûrs » où elles sont sensibilisées sur les questions de genre, les connaissances essentielles en matière de santé sexuelle et reproductive, la nutrition, l'alphabétisation et le calcul. « 3 372 espaces sûrs accueillent aujourd'hui 116 247 adolescentes et jeunes filles ».

D'après Mme Huybens, de nouvelles données montrent que des réductions importantes en termes de fécondité et du mariage ont été obtenues lorsque des interventions ciblent les jeunes adolescentes de cette façon.

Le projet a initié des programmes visant la formation des sages-femmes : 3 centres d'excellence en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger ont octroyé 101 diplômés en master en sciences infirmières et obstétricales. Les interventions du SWEDD ont également permis le déploiement de 6 786 agents de santé qualifiés.

La Banque mondiale, à travers ce programme, appuie les adolescents garçons et hommes inscrits dans les écoles des maris en participant de plus en plus aux tâches ménagères, à la garde des enfants et qui ont adopté des comportements sains en matière de santé sexuelle et reproductive.

C'est aussi un programme pour l'apprentissage des hommes car plusieurs diplômés des écoles des maris travaillent activement contre la violence envers les femmes et les enfants de leur communauté. L'objectif visé c'est de sensibiliser les hommes et les garçons sur l'égalité genre.

« Environ 25 000 hommes et garçons sont formés dans 2000 écoles de maris et clubs de futurs maris du projet SWEDD pour accompagner l'égalité et l'équité genre ».

En termes de mobilisation communautaire, confie l'UNFPA, plus de 500 millions de personnes ont été sensibilisées sur les thématiques de la Santé Reproductive, la Planification Familiale, les Violences Basées sur le Genre, l'hygiène menstruelle, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et les mesures de prévention Covid-19.

Selon Mme Huybens, le projet bâtit des partenariats avec des acteurs multiples y compris les Premières Dames ; Réseaux de jeunes et de femmes, Médias et le secteur privé etc.

Ainsi, 7706 leaders religieux et les leaders traditionnels portent le plaidoyer au sein de leurs communautés.

35 artistes de renom véhiculent les messages de la Campagne **#StrongerTogether** pour la lutte contre l'impact de la COVID-19 sur l'autonomisation des femmes.

Un ensemble de réalisations qui fait dire à la Banque mondiale et à l'UNFPA WCARO que les femmes et les filles constituent un levier essentiel pour renforcer la résilience climatique. A ce titre, il est important notent-ils d'intégrer l'approche genre dans toutes les initiatives visant à atténuer les conséquences du changement climatique des populations.

Selon eux, l'approche genre du SWEDD crée un environnement favorable à l'équité entre les sexes, qui est un point d'intervention central pour la résilience climatique au Sahel.

Ces programmes d'action qui devraient être mis en œuvre et renforcés lors de la COP26 à Glasgow devront mettre un accent particulier sur l'autonomisation des femmes et des filles de régions du monde les plus vulnérables au changement climatique, comme le Sahel.

B. Plan International qui les incite à la prise de décision



Mme Awa Faly BA, *Directrice Pays - Représentante Résidente Plan International Togo*, pour sa part, estime sans ambages qu'il y a un lien étroit entre les changements climatiques et le développement durable qui constituent une préoccupation majeure en Afrique particulièrement au Sahel marqué par toute une série de sécheresse, inondation, en Afrique de l'Est et les cyclones.

A cela, elle y ajoute les inégalités de genre qui ne permettent pas de donner de vraies réponses durables, inclusives à ce nouveau défi de notre temps que constituent les changements climatiques.

A travers ce projet, la Banque mondiale appuie presque tous les gouvernements en Afrique Centrale et de l'Ouest. Il a commencé par une collaboration avec l'UNFPA et l'appui aux activités de beaucoup d'ONG.

A en croire Mme Hybens, c'est un programme qui essaye d'appuyer les adolescentes à trouver leur rôle social et économique. Il se déroule à travers plusieurs volets dont notamment le maintien des adolescentes à l'école secondaire. « Au Sahel, beaucoup de filles vont à l'école mais très peu d'entre elles font le passage au niveau secondaire », fustige-t-elle.

Le programme SWEDD appuie des centaines de milliers d'adolescentes à trouver leur rôle dans la société en restant à l'école secondaire, à travers de petits dons adressés à leurs familles pour qu'elles puissent faire leur cycle secondaire. A son avis, « les grossesses d'adolescentes vont probablement être retardés grâce à ce programme ».

Par rapport à cette question de genre liée aux changements climatiques, Mme Ba pense qu'il y a un paradoxe extraordinaire avec les changements climatiques qui affectent les modes de vie des communautés et induisent des tensions sociales.

Ce qui, à son avis, entraîne un effet sur les droits des femmes avec une augmentation de la violation de leurs droits, des abus, notamment avec au Sahel le mariage des enfants, les abandons scolaires pour pouvoir aider la maman dans les tâches ménagères, les défis liés à la transhumance, les tensions interethniques...

En même temps, poursuit-elle, nous savons que les femmes et les jeunes femmes sont actrices majeures de la lutte contre les changements climatiques, qu'il s'agisse d'une part, de s'adapter aux phénomènes en révisant les modes de vie ou en changeant la façon de faire les choses, où d'autre part, d'anticiper sur les changements climatiques puisse qu'elles sont, dans le monde rural et agricole, la première force de travail.

En même temps, s'est-elle désolée, les femmes ne sont pas présentes dans les instances de prise de décision et ne peuvent pas influencer.

C'est pourquoi confie Awa Faly Ba, les projets et programmes de Plan International essayent de leur donner cet espace pour pouvoir faire partie de ceux qui prennent les décisions.

Pour elle, il est important de savoir que lorsqu'on parle de changements climatiques, qu'on puisse l'allier à la problématique fondamentale du genre dans la mesure où la contribution de toutes les parties est jugée nécessaire pour pouvoir relever ce défi actuel.

A travers cette plateforme, confie-t-elle, nos décideurs doivent pouvoir mettre en priorité, lorsqu'il s'agit du changement climatique, la participation des femmes et des filles qui ont un potentiel extraordinaire qu'elles prouvent au quotidien.

A titre d'exemple, elle cite les femmes du monde rural togolais, qui font au quotidien des innovations dans les champs pour s'adapter aux changements climatiques à travers différents projets et programmes et sous le leadership du ministère de l'action sociale et de l'ensemble des parties prenantes.

D'après elle, des choses concrètes sont réalisées sur le terrain par des femmes qui repoussent les limites des effets du changement climatique par l'adaptation et l'innovation.

Elle s'est réjouie par ailleurs des avancées notées sur le volet éducation des jeunes sur les changements climatiques. « Beaucoup de jeunes sont au premier plan dans l'accompagnement des communautés avec la capitalisation des connaissances pour les faire émerger et les réintégrer dans la lutte contre le changement climatique », témoigne-t-elle.

A cela s'ajoute l'initiative « climat action » menée par des jeunes au Sénégal qui se sont distingués par un engagement spontané des jeunes à travers les réseaux sociaux pour les changements climatiques.



II. LE MODELE MAROCAIN

Le partage d'expériences a permis la découverte de cas d'écoles africains qui peuvent servir d'indication pour parvenir à la pleine participation des femmes d'Afrique et leur autonomisation.

Oratrice principale du haut panel, **Mme Imane OUAADIL**, *ambassadrice du Maroc au Ghana* et keynote speaker a partagé l'engagement du Royaume au niveau continental comme modèle qui fait de l'égalité des genres, une question de justice sociale.

Selon elle, le parcours du Royaume du Maroc a connu, sous la direction éclairée de sa Majesté le Roi Mohamed VI, des développements importants dans le domaine de la promotion des droits de la femme, de leur autonomisation et la réalisation de l'égalité publique.



Pour l'illustrer elle a passé en revue les développements qui ont favorisé la promotion de la participation effective et efficiente des femmes dans la société et l'accélération de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Le Royaume du Maroc est, par ailleurs membre actif des organisations internationales entièrement engagées à faire valoir les principes de droits et devoirs prévus par leur charte.

Le pays est ainsi engagé activement dans les initiatives onusiennes et internationales visant à promouvoir les droits de l'homme, notamment ceux de la femme tel que reconnus universellement.

En cela, Mme OUAADIL ajoute que le Maroc fait partie d'une coalition internationale regroupant 31 pays qui ont lancée, en octobre 2020, un appel à renforcer l'autonomisation économique des femmes et à lever les obstacles juridiques à leur participation économique.

Cet appel d'après elle, constitue un instrument pour une action coordonnée en vue d'assurer en particulier l'autonomisation des femmes pour qu'elles puissent contribuer pleinement à la reprise économique après la pandémie de la COVID 19 qui a touché le monde entier.

Grace à la volonté et à la direction avisée du roi, a poursuivi Mme OUAADIL, le Maroc s'est engagé plus sur la voie de l'égalité entre les hommes et les femmes dans une vision de progrès conforme aux valeurs universelles et dans le respect des principes de l'islam. A cela s'ajoutent ses valeurs d'égalité, de dignité et de justice sociale tout en adaptant ces concepts à son contexte national propre.

En la matière, Mme l'ambassadrice brandit la réforme profonde du code de la famille qui participe à un projet de société plus juste instituant la réciprocité, le droit et devoir entre conjoint et mettant fin au modèle patriarcale porté par la polygamie, la répudiation, la tutelle, la soumission des femmes.

Il y a également la réforme du code de la nationalité qui garantit une égalité totale entre les hommes et les femmes avec le transfert de la nationalité marocaine aux enfants nés d'un mariage mixte.

Sans oublier la révision de la loi organique de la chambre des représentants et du code électoral, qui ont permis une plus grande représentativité des femmes au sein des institutions au niveau des institutions régionales, nationales et locales.

Dans la même veine la Constitution de 2011 interdit toute forme de discrimination à l'égard des femmes et stipule par conséquent l'égalité entre les deux sexes dans les droits civiques, politiques, économiques, socio-culturels et environnementaux.



Lui emboitant le pas, le **Pr Amine Laghidi**, *Président du Conseil International des Mines et de l'Énergie pour l'Afrique, Expert international en Diplomatie Économique et Développement* estime que le Maroc est un champion africain en matière de genre, parce qu'il a su responsabiliser des femmes à des postes stratégiques.

Il a indiqué ainsi l'ensemble des initiatives pour l'intégration de la femme dans le monde politique et qui permet d'avoir un gouvernement avec autant de femmes compétentes.

Pour lui, le rôle de la femme dans la gestion de la chose publique est également perceptible au Maroc avec beaucoup de femmes qui sont aujourd'hui directrices générales et présidentes de groupes nationaux dans le public comme dans le privé.

En guise de modèles, il a cité celui de l'INDH (Initiative nationale du développement humain) qui, depuis 2005, compte six millions de bénéficiaires femmes et hommes. L'objectif principal était de limiter la précarité et la pauvreté en commençant par les infrastructures pour l'accès aux services publics.

Le pays a donné la priorité à la femme pour son éducation. Les femmes constituent maintenant près de 80% de l'ensemble des bénéficiaires du Programme national de lutte contre l'analphabétisme qui a investi même les mosquées pour permettre aux femmes au foyer d'apprendre en toute confiance.

De son côté, la Fondation Mohamed V pour la solidarité a initié la « Maison de l'étudiante » qui est une sorte de pensionnat ouvert aux filles du monde rural afin d'améliorer leurs conditions de scolarisation souvent éprouvées pour différentes raisons.

Le Maroc a récemment lancé le chantier de la réforme de la gouvernance qui est un système de protection sociale considéré comme une véritable révolution sociale du point de vue du niveau de la protection sociale qu'elle génère. Elle aura des effets directs et tangibles sur l'amélioration des vies de familles et des citoyens et la préservation de la dignité de tous les Marocains, en particulier des femmes.

Aussi, selon l'ambassadeur du Maroc au Ghana, l'année 2020 a été également marquée par le lancement du programme national intégré pour l'autonomisation économique des femmes et des filles à l'horizon 2030.

D'après elle, ce programme vise à accroître la participation des femmes au marché du travail et à les autonomiser économiquement. Aussi ajoute-t-elle c'est considérée comme un droit humain fondamental, un impératif juridique et une exigence socio-économique.

Pour elle, le Maroc qui est membre fondateur de l'Union Africaine, est pleinement conscient que le continent a besoin de l'ensemble de ses compétences féminines pour concourir à changer la donne et investir leur grand potentiel au service d'une Afrique unie et confiante, en constante évolution et fermement déterminée dans sa quête de statut d'une puissance émergente.

Elle confie que son pays s'est pleinement engagé à renforcer la promotion de la femme africaine notamment à travers les programmes d'octroi de bourses aux étudiantes africaines pour poursuivre leurs études supérieures au Maroc.

Elle fait aussi état de la formation des Mourchidates ou prédicatrices musulmanes initiée en vue de lutter contre le fléau de la radicalisation en Afrique. A cela s'ajoutent la construction de centres hospitaliers mère-enfant dans des pays frères africains, l'aide directe et la formation d'agricultrices africaines...

Dans la même veine, Mme Ouadil rappelle que le Maroc a engagé des campagnes de régularisation en 2014 et 2017 au cours desquels environ 50 mille émigrés subsahariens ont été régularisés. Ce qui a permis à des femmes et des filles africaines d'accéder aux soins, à l'éducation et au marché du travail au Maroc, soit à la stabilité.



III. QUAND LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE MISE SUR L'ENTREPRENEURIAT

La dynamique de relance économique imposée par la situation post-COVID et les initiatives de développement en cours dans le continent offrent également des opportunités favorables à la contribution des femmes pour un développement durable.

La Zone de libre-échange continental africaine (Zlecaf) en est une en ce sens qu'elle constitue l'un des leviers les plus importants pour le développement économique de l'Afrique.

Selon un rapport de la Banque mondiale de juillet 2020, la ZLECAF représente une véritable occasion de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et d'élargir l'inclusion économique en Afrique. Cela, malgré la crise engendrée par le coronavirus.



Devant cet état de fait, **Dr Karima Bounemra Ben Soltane**, *Directrice de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP)*, relève le rôle des femmes africaines dans la concrétisation du potentiel de la ZLECAF.

Pour la mise en œuvre de la ZLECAF, certains observateurs estiment selon elle, qu'il faut une action volontariste pour créer un environnement favorable. De ce point de vue, il faut plus de considération du genre dans tous les secteurs d'activités où évoluent les femmes, ainsi que leur présence dans les instances de décision.

Ce qui fait dire à Dr Ben Soltane que la ZLECAF représente une opportunité pour les femmes car, elle aura un impact très positif sur le PIB global de l'Afrique, son commerce, la création d'emplois et le bien-être de ses citoyens.

C'est un marché qui est censé connecter 1.300.000.000 de personnes sur l'ensemble du continent avec un produit domestique brut estimé à 2,5 trillions de dollars. Il va créer une opportunité unique pour les femmes africaines qui sont très présentes dans le domaine du commerce

Ce tableau fait dire à la patronne de l'IDEP que la ZLECAF offre plus d'ouverture aux femmes qui s'activent le plus dans l'informel.

Pour cela, confie-t-elle, l'accord de libre-échange dans sa volonté globale de formaliser davantage les échanges commerciaux entre les pays africains peut représenter une opportunité pour les Africaines dans beaucoup de domaines. Cela concerne tout ce qui est agriculture mais également les produits et services où les anticipations de croissance y sont importantes.

Le commerce ayant un effet re-distributif, il est jugé important de saisir ces opportunités pour permettre aux femmes de surmonter les obstacles liés à la non bancarisation, mais également les risques d'inégalité de salaire de cantonnement dans des secteurs très spécifiques qui ne donnent pas une ouverture optimale sur l'ensemble de la panoplie que le commerce intra-africain peut offrir.

Pour Mme Ben Soltane, ce momentum doit être saisi pour créer d'avantage d'emplois mieux rémunérés et dans de meilleures conditions de travail. C'est une manière de promouvoir l'entrepreneuriat au féminin.

C'est dans cette dynamique que l'IDEP a réservé une place de choix aux femmes. En 2021, sur 3000 personnes qui ont obtenu un certificat de formation dans cet institut, les mille sont des femmes.

L'IDEP a également organisé un cours au bénéfice de 149 femmes investisseuses dans le cadre du Fond à l'appui au leadership de la femme africaine, pour leur permettre de devenir davantage actives.

Pour mesurer le niveau d'intégration des femmes dans les échanges, elle a également offert des cours sur « Femme et commerce », « Négociations commerciales ».

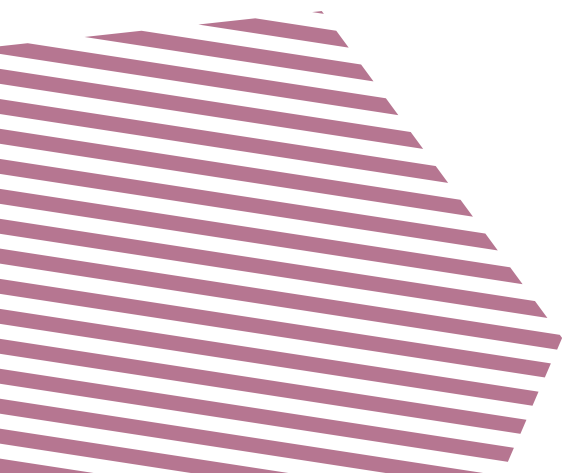
L'IDEP a pu ainsi apprécier comment renforcer les capacités compétitives à l'export des entreprises gérées par des femmes à travers un certain nombre de mesures ciblées, comme le renforcement de leur capacité technique, mais également managériale.

La Directrice de l'IDEP note par ailleurs que beaucoup de choses ont été faites concernant les compétences générales notamment sur comment aider les femmes à améliorer le marketing de leurs produits et services offerts, l'accès au crédit qui reste limité.

A cela s'ajoute un volet important à savoir l'implication de femmes entrepreneurs dans les programmes et mission de promotion de la zone africaine de libre-échange, notamment comment leur garantir des sièges dans les négociations et les processus de décisions au sein de la ZLECAf.

Pour elle, l'accord de libre-échange, cette initiative continentale, réserve certes un accent particulier aux femmes, mais il faut maintenant passer à l'acte et faire en sorte que les intentions se transforment en actions.

Ce qui, de son point de vue revient à créer davantage de positions de leadership pour les femmes notamment les plus jeunes. Sur cette lancée, elle pense qu'il faut arriver à sensibiliser le secteur privé féminin sur l'importance de sa contribution à la ZLECAf à travers l'implication des femmes.





Entre autres initiatives, **Dr Margo Thomas** de *Women Economic Impactives WEI* qui est une Organisation à but non lucratif fondé en 2018 pour encourager l'autonomie financière des Femmes, met le curseur sur le débat sur l'entrepreneuriat.

Selon le Docteur Thomas, le COVID-19 a rendu encore plus vulnérables les femmes et les filles dans un contexte mondial marqué par une économie plus inclusive et tournée vers le développement durable.

Selon le Docteur Thomas, le COVID-19 a rendu encore plus vulnérables les femmes et les filles dans un contexte mondial marqué par une économie plus inclusive et tournée vers le développement durable.

A son avis, le rôle de la femme doit être placé au centre des débats parce qu'elles représentent près de la moitié de la population mondiale, et donc par cette simple position a un impact significatif sur l'économie.

Ce qui, pour elle, recommande la recherche de nouvelles solutions pour rendre les Femmes économiquement autonomes.

A son avis, le rôle de la femme doit être placé au centre des débats parce qu'elles représentent près de la moitié de la population mondiale, et donc par cette simple position a un impact significatif sur l'économie. Ce qui, pour elle, recommande la recherche de nouvelles solutions pour rendre les Femmes économiquement autonomes.

Devant ce constat, le Dr. Thomas estime que l'entrepreneuriat qui a un impact significatif sur l'économie et qui crée beaucoup d'emplois, est la solution idoine pour palier à ces inégalités.

Dr Thomas estime en outre que les femmes entrepreneurs contribuent énormément à l'essor économique des pays ou les petites et moyennes entreprises prospèrent.

Pourtant, souligne Dr Thomas, les femmes sont limitées dans leurs actions et reléguées à un second plan que ce soit dans les domaines de l'éducation, la culture et l'économie.

A son avis, le développement durable souhaité dans un contexte post-crise sanitaire ne saurait se faire sans traiter ces inégalités, qui empêchent les Femmes, surtout en Afrique subsaharienne, de jouir de tout leur potentiel et d'en faire bénéficier l'économie.

**CONCLUSION
ET
RECOMMANDATIONS**

Au terme de ce panel de haut niveau, les participants ont à l'unanimité lancés des messages forts à l'endroit des dirigeants et de tous les acteurs. Ils ont prêché des solutions concertées et une dynamique d'actions.

Pour **Mme Awa Faly Ba** de *Plan International Togo*, il est important que les acteurs puissent, avec le contexte tendu des questions de droits et d'égalité, œuvrer pour qu'effectivement que « le 08 Mars devienne tous les jours ».

Pour y parvenir, **Mme Imane Ouaadil**, *ambassadrice du Maroc au Ghana*, pense qu'aucun pays, aucune société, aucune économie ne peut relever le défi actuel, ni mettre en valeur tout son potentiel si ses femmes sont mises à l'écart.

A son avis, l'affirmation du principe d'égalité des femmes et des hommes et les moyens adéquats pour atteindre une prospérité profitable à toutes et à tous, doit être une conviction au centre des préoccupations des pays africains dont le Maroc.

D'ailleurs l'égalité des genres au sein de l'Union Africaine fait l'objet d'un engagement constant confirmé par le Sommet de l'Union Africaine de janvier 2018, lequel a inscrit la parité homme-femme comme objectif à atteindre à tous les niveaux à l'horizon 2025.

L'ambassadrice Ouaadil considère que le développement de notre continent passe naturellement et essentiellement par la femme qui est porteuse d'enfant, porteuse de projets et porteuse d'avenir.

D'après elle, la femme marocaine et africaine donne le ton et légitime les revendications de parité pour le monde entier.

Il s'agira dans les années et décennies à venir de préserver les acquis considérables que la femme africaine a réalisés et inciter nos gouvernements à poursuivre les réformes. « Nous aurons réussi toutes lorsque ce sera tous les jours le 08 mars », a-t-elle rétorqué.

Sur la même lancée, le **Pr Amine Laghidi** pense pour parvenir à l'égalité des sexes via l'entrepreneuriat féminin, les pays africains doivent s'appuyer sur cinq leviers.

Il s'agit du volet alimentaire par le développement de l'économie rurale, l'industrie de la santé avec la nécessité de bâtir notre propre souveraineté sanitaire sur nos besoins et nos spécificités tout en restant ouvert au monde.

A cela s'ajoutent la création d'emplois de masse notamment dans les villes, l'énergie et l'accès à l'électricité avec le développement du e-commerce, la technologie, la formation... mais aussi la création de valeur ajoutée avec les leviers nouveaux comme la *ZLECAf*, le commerce intra-africain.

A travers l'expérience marocaine, stipule-t-il, « *on peut déduire qu'il y a des ponts qui peuvent être construits avec les autres régions de l'Afrique* ».

Avant de conclure : « *l'Afrique doit faire confiance à l'Afrique et on se doit de travailler la main dans la main* ».

**DES PARCOURS QUI
« INSPIRENT »**



Le deuxième temps fort de la célébration de la Journée internationale des droits des Femmes a été la session « Elles inspirent ».

Des femmes entrepreneurs issues de secteurs d'activités différents, sous le regard avisé de la journaliste culturelle, **Mme Oumi Régina Sambou**, ont retracé leurs parcours inspirant.

L'objectif était d'indiquer aux jeunes filles d'Afrique la voie à suivre pour arriver à jouer les premiers rôles et s'imposer.

A tour de rôle, elles ont indiqué que les filles doivent non seulement savoir qu'il n'y a pas de limites, mais qu'elles doivent également faire preuve d'engagement, de résilience, de passion et de générosité pour offrir le meilleur d'elles à l'humanité et à leur société.

Ces femmes qui incarnent le leadership féminin se sont hissées au sommet malgré des chemins parsemés d'embûches.

Témoignages et conseils :

Mme Céline Nathalie RAZAFINDEHIBE, Vice-Présidente Nationale du VMLF (Mouvement pour la Promotion des Femmes en Politique et en Développement à Madagascar) :
« *Il est temps d'arrêter les discours et de passer à l'action* ».



« Au-delà de la représentation juridique et politique, mon cheval de bataille reste l'égalité des femmes et leur accès aux centres de décision.

Les femmes doivent aussi s'appuyer sur leur polyvalence pour faire face aux multiples défis. Si nous parvenons à l'égalité des genres, nous aurons un meilleur équilibre au niveau de nos sociétés.

Il est temps d'arrêter les discours et de passer à l'action pour atteindre la parité homme-femme dans les instances de décision d'ici 2030.

Pour y parvenir, les femmes doivent apprendre à travailler avec les hommes qui sont sensibles au genre et aux droits de la femme pour atteindre les objectifs et développer une complémentarité.

Il faut qu'elles changent leur comportement en pensant au développement et à l'avenir de l'Afrique. Avec nos talents, avançons pour le développement clame-t-elle.

Il faut davantage de partage d'expérience et éduquer nos jeunes mais surtout sensibiliser et mobiliser nos sœurs. Il y a beaucoup de travail à accomplir pour améliorer la perspective des femmes en Afrique et dans le monde » conclut-elle.



Mme Esi Chantal UMURAZA Activiste - Directrice Générale chez Art & Travel LTD du Rwanda :

« *La danse et la culture sont un moyen pour pouvoir passer le message auprès des jeunes filles* »

« Après une enfance marquée par des événements troublants, notamment le génocide contre les Tutsis au Rwanda, qui m'a beaucoup remixé, il m'a fallu apprendre deux fois plus ! dit-elle, avant de poursuivre.

Mon arrivée en Europe a rajouté un peu plus de relief à mon expérience. Tout ceci m'a permis d'éditer mon premier livre intitulé « Jeunesse Rwandaise » a-t-elle déclaré dans son speech.

Une brève présentation de son parcours commence par des Etudes en Diplomatie et commerce International, après lesquelles elle a travaillé pour le gouvernement de son pays entre 2012 et 2016 période pendant laquelle elle s'est occupée de la Chambre d'industrie du Rwanda et en même temps conseillère auprès des Industries pour une transition écologique.

Pour rappel c'est en 2019 qu'elle s'est installée définitivement au Rwanda pour apprendre de la résilience des femmes de mon pays. Elle s'initie par la suite à l'Art qui deviendra son outil d'expression par excellence pour mener à bien sa mission d'activiste.

Aujourd'hui, elle milite pour que les Femmes et les Filles s'approprient également l'Art comme moyen d'expression et d'ouverture sur le monde ».

Pour elle, « les femmes doivent rester locales pour mieux impacter globalement. Il faut allier douceur et souffrance avec le lourd fardeau que porte la femme qui est appelée à supporter le monde ».

La danse et la culture sont des moyens pour faire passer le message aux jeunes filles. Il faut renforcer l'éducation auprès des jeunes filles, encourager la création d'emploi, la promotion artistiques et culturelles » conclut-elle.

Diana Brondel, CEO & Fondatrice @Xaalys [Plateforme d'éducation financière pour adolescents] :

« *Les plafonds sont là et il faut que les femmes essayent de les surmonter* » (francosénégalaise)



« Le meilleur moyen pour une femme de trouver sa place c'est de viser l'excellence à l'école et dans le milieu professionnel. Je suis toujours allée à l'encontre la difficulté pour essayer de m'en sortir » déclare-t-elle.

Les plafonds sont là et il faut que certaines personnes essayent de les surmonter pour atteindre le sommet. Pour avoir les moyens de ses ambitions, il faut se donner à fonds dans les études. Il n'y rien de plus triste que ses facteurs limitant.

Franco-Sénégalaise, née en Allemagne où elle a vécu jusqu'à 12 ans. Elle s'est très tôt confrontée au racisme et au regard de l'autre, raison pour laquelle il a fallu durcir mon caractère assez vite pour exister dans une telle société. La confiance totale en soi en toute circonstance est depuis lors son leitmotiv. Pour garder cette confiance au beau fixe il m'a fallu une discipline exemplaire et un amour pour l'excellence qui ne faisait que croître au fil des années, déclare Mme Blondel.

Elle prône aujourd'hui le dépassement de soi parce que les femmes doivent produire deux fois plus d'efforts que les hommes, même si cela est injuste ».



Mme Marie France KOUAKOU de l'ONG OWEN de la Côte d'Ivoire :

« Je milite à dénoncer les violences faites aux femmes et le harcèlement sexuel en milieu scolaire »

« Je me suis très tôt donnée comme point d'honneur de défendre vaillamment les droits des femmes et des filles. Témoigne Mme Marie France Kouakou. Tout est partie d'un échec scolaire parce qu'étant victime de harcèlement en milieu scolaire.

Mais animée par l'espoir d'un lendemain plus radieux, elle s'est adonnée à des activités associatives en faveur des femmes. Depuis lors, à travers son ONG, elle milite à dénoncer les violences faites aux femmes et le harcèlement sexuel en milieu scolaire.

Ces actions l'ont menée à collaborer avec le gouvernement ivoirien, notamment le ministère de la Femme. Aujourd'hui, elle met tout en œuvre pour dénoncer ce qu'elle a subi, et même au-delà défendre les droits des Femmes en Côte d'Ivoire.

J'encourage les femmes à croire à leur potentiel surtout les Africaines qui pour la plupart sont analphabètes. Il faut qu'elles sachent qu'elles ne sont pas limitées et qu'elles ont la capacité de tout faire. Clame-t-elle.

Selon elle, il faut leur faire comprendre que nous ne sommes pas en concurrence avec les hommes, mais ce sont nos partenaires pour un développement social, économique, politique, culturel.

Nous sommes des partenaires pour le bien-être familial. Nous femmes africaines, nous avons la possibilité de réaliser nos rêves peu importe le niveau social et scolaire. Tout dépend de la volonté et de la détermination ».



Mme Soundous BOUALAM, Co-fondatrice et CIO de Brussels Global Review :

« Nous devons nous concentrer sur la masculinité positive »

« Ayant grandi dans une famille de femmes, l'éducation était un privilège pour nous. Nous étions toujours obligées d'évoluer dans une dynamique de lutter contre les préjugés ». Tel est le témoignage de Mme Soundous.

Pour arriver au sommet selon elle, on doit pousser les filles vers les études, parce qu'en Afrique on a vu beaucoup de filles abandonner l'école à cause du COVID.

Il faut que les femmes investissent des domaines comme la diplomatie et le commerce international qui sont dominés par les hommes.

Pour parvenir à l'égalité des genres qui est un challenge de longue haleine, il faut surmonter les préjugés, la mentalité de certains hommes. Nous devons nous concentrer le plus sur la masculinité positive.

Nous femmes africaines devons avoir plus confiance en nous. Il faut qu'on soit le plus dans l'action. Il faut qu'on pousse à travers des programmes avec plus d'entrepreneuriat, plus d'éducation.

Il faut aider les femmes à développer leur confiance en soi pour que cette majorité soit effectivement représentée dans les instances de décision ».

Liens



WEBINAIRE - AllAfrica Women's Agenda



PRESSBOOK



Panel 1 ' *L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable* '



Modératrice
Hawa Ba



Pr Amine LAGHIDI

Tomorrow
Foundation



Awa Faly BA

Plan International



Elisabeth Huybens

Banque mondiale



Karima B. BEN SOLTANE

IDEP/UNECA

Panel 2 ' *Elles Inspirent* '



Modératrice
Oumy R. Sambou
Sénégal



Soundous BOUALAM

Brussels Global
Review/ *Maroc*



Marie France KOUAKOU

ONG OWEN
Côte d'Ivoire



Céline RAZAFIDEHIBE

VMLF
Madagascar



Chantal UMURAZA

Activiste culturelle
Rwanda

WEBINAIRE ●

Ce Lundi 7 Mars à partir de 12h GMT

#JIF2022 #AWAGENDA2022